



**Syndicat national Force Ouvrière
de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche**
Membre de la fédération FNEC FP-FO

6/8 rue Gaston Lauriau 93513 MONTREUIL Cedex - Tél. : 01 56 93 22 88 ou 01 56 93 22 50 - foesr@foesr.fr - www.foesr.fr

Pour les libertés fondamentales, pour les revendications, amplifions la mobilisation !

Malgré le confinement et les mesures liberticides, les mobilisations en défense des revendications et des libertés démocratiques ont pris de l'ampleur ces derniers jours.

Le 21 novembre, des dizaines de milliers de manifestants se sont rassemblés dans toute la France, pour exiger l'abandon de la loi de sécurité globale. A l'Université, dans les AG et les manifestations du 17 et du 24 novembre, notamment à la Sorbonne, les personnels et les étudiants se sont mobilisés pour rejeter la LPR.

Mais au lieu de répondre aux revendications légitimes des personnels et de la population, le gouvernement fait le choix de la répression. Cyniquement il profite de la crise actuelle pour continuer d'avancer, voire accélérer ses contre-réformes et les politiques d'austérité. Aujourd'hui, il entend renforcer ses moyens pour réprimer toute contestation avec notamment deux mesures particulièrement scandaleuses :

- La loi dite « sécurité globale » qui permettra (entre autres) aux entreprises privées d'embaucher des fonctionnaires de police, interdira la diffusion des violences d'état, généralisera la captation des visages des manifestants par drones, étendra les prérogatives de la police municipale. FO ESR, avec sa Confédération, condamne cette proposition de loi.
- L'amendement 147 de la LPR, qui pourra punir jusqu'à 3 ans de prison et 45 000 euros d'amende « *le fait de pénétrer ou de se maintenir dans l'enceinte d'un établissement d'enseignement supérieur sans y être... dans le but de troubler la tranquillité ou le bon ordre de l'établissement* » (article 20 bis AA).

Cette dérive autoritaire est confirmée par les multiples interdictions de manifestations, dont celle contre la LPR mardi 24 novembre, à l'appel des syndicats de l'enseignement supérieur et de la recherche (dont FO), qui avait dû se transformer en rassemblement.

FO ESR appelle les personnels de l'Enseignement supérieur et de la Recherche à participer aux manifestations et rassemblements du 28 novembre pour exiger l'abandon de la loi de sécurité globale.

Il appelle l'ensemble des personnels de l'Enseignement supérieur et de la Recherche à amplifier les réunions et les prises de positions, pour décider la mobilisation en défense des revendications, des statuts, des franchises universitaires, des libertés démocratiques, pour la réouverture des universités, contre la promulgation de la LPR et pour l'abandon du projet de loi de sécurité globale.

Montreuil, le 27 novembre 2020